

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/14888]

16 OCTOBRE 2019. — Arrêté ministériel fixant le profil de compétence des membres de la direction de l'Institut de formation judiciaire

Le Ministre de la Justice,

Vu la loi du 31 janvier 2007 sur la formation judiciaire et la gestion des connaissances et portant création de l'Institut de formation judiciaire, l'article 12, remplacé par la loi du 25 avril 2014, et l'article 15, alinéa 2;

Vu l'arrêté ministériel du 3 novembre 2015 fixant le profil de compétence du directeur adjoint de l'institut de formation judiciaire;

Vu l'avis de l'assemblée générale du Conseil supérieur de la Justice du 29 septembre 2019,

Arrête :

Article 1^{er}. Le directeur et le directeur adjoint de l'Institut de formation judiciaire disposent des qualités professionnelles nécessaires pour répondre aux exigences de la fonction :

- a) une expérience pertinente en matière de formation (conception et organisation), gestion des compétences et gestion des connaissances, en ce compris les aspects de management;
- b) une connaissance et/ou une expérience dans les techniques de management RH et de gestion du changement;
- c) une connaissance et/ou une expérience du développement du personnel, de la formation et des stages au sein de l'ordre judiciaire;
- d) une connaissance étendue des domaines du droit, et en particulier de l'organisation judiciaire;
- e) une connaissance et/ou une expérience dans la planification, la coordination et la gestion budgétaire de projets;
- f) une connaissance et/ou une expérience des organisations européennes et internationales compétentes en matière de formation judiciaire;
- g) d'excellentes aptitudes à la communication;
- h) ouvert à l'innovation;
- i) un esprit de collégialité et d'équipe;
- j) des qualités qui lui permettent de représenter l'Institut à l'extérieur.

Art. 2. L'arrêté ministériel du 3 novembre 2015 fixant le profil de compétence du directeur adjoint de l'institut de formation judiciaire est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 octobre 2019.

K. GEENS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/14888]

16 OKTOBER 2019. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het competentieprofiel van de directieleden van het Instituut voor gerechtelijke opleiding

De Minister van Justitie,

Gelet op de wet van 31 januari 2007 inzake de gerechtelijke opleiding en kennisbeheer en tot oprichting van het Instituut voor gerechtelijke opleiding, artikel 12 vervangen bij de wet van 25 april 2014 en artikel 15, tweede lid;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 november 2015 tot vaststelling van het competentieprofiel van de adjunct-directeur van het Instituut voor gerechtelijke opleiding;

Gelet op het advies van de algemene vergadering van de Hoge Raad voor de Justitie gegeven op 29 september 2019,

Besluit :

Artikel 1. De directeur en de adjunct-directeur van het Instituut voor gerechtelijke opleiding beschikken over de professionele kwaliteiten die nodig zijn om te voldoen aan de vereisten van de functie :

- a) een relevante ervaring inzake opleiding (conceptie en organisatie), competentie- en kennisbeheer, inclusief managementaspecten;
- b) kennis en/of ervaring van de managementstechnieken in human resources en inzake veranderingsbeheer;
- c) kennis en/of ervaring van de ontwikkeling van het personeel, van opleiding en stages in de schoot van de rechterlijke orde;
- d) uitgebreide kennis op het gebied van het recht en in het bijzonder van de rechterlijke organisatie;
- e) kennis en/of ervaring in planning, coördinatie en budgettaire beheer van projecten;
- f) kennis en en/of ervaring van de Europese en internationale organisaties die bevoegd zijn inzake rechterlijke opleiding;
- g) uitstekende communicatieve vaardigheden;
- h) staat open voor vernieuwing;
- i) collegialiteits- en groepsgevoel;
- j) kwaliteiten die het hem mogelijk maken het Instituut naar buiten toe te vertegenwoordigen.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 3 november 2015 tot vaststelling van het competentieprofiel van de adjunct-directeur van het Instituut voor gerechtelijke opleiding wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 16 oktober 2019.

K. GEENS

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2019/15173]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Fonds social de l'Eau, modifiant certaines dispositions du Code de l'Eau et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 6, alinéa 2, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, 10, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, 11, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, 11bis, § 1^{er}, inséré par le décret du 19 septembre 2013, 11ter, inséré par le décret du 19 septembre 2013, 11quater, inséré par le décret du 28 novembre 2013, 12, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, 12bis, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2016, 12quater, inséré par le décret du 19 septembre 2013 et modifié par le décret du 28 novembre 2013, 13, modifié par le décret du 22 mars 2007, 14, alinéa 1^{er}, modifié par les décrets des 22 mars 2007 et 30 avril 2009, 15, remplacé par le décret du 10 décembre 2009 et modifié par le décret du 28 novembre 2013, 16, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 22 mars 2007, 17bis, § 1^{er}, c., inséré par le décret du 22 mars 2007 et modifié par le décret du 10 novembre 2009, 18bis, § 2, alinéa 3, inséré par le décret du 19 novembre 2013, 19, alinéa 2, modifié par les décrets des 22 mars 2007 et 10 décembre 2009, 20bis, inséré par le décret du 10 décembre 2009, 25, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 10 décembre 2009 et modifié par le décret du 28 novembre 2013, 26, alinéa 1^{er}, 27, remplacé par le décret du 17 janvier 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009, 27bis, inséré par le décret du 10 décembre 2009, 63, § 2, 1^o, remplacé par le décret du 22 mars 2007 et modifié par le décret du 12 décembre 2014, et 64, remplacé par le décret du 13 décembre 2017 ;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.242, D.243, D.245, D.249, D.250, D.251, alinéa 2, et D.282, alinéa 2, inséré par le décret du 12 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

Vu le rapport du 18 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis n° 65.881/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le courrier de la SPGE daté du 8 février 2019 proposant une modification de l'article D.243 du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

Considérant l'avis du Comité de contrôle de l'eau ;

Considérant l'avis du comité ministériel et de l'organe de concertation sollicité conformément à l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières' daté du 18 juin 2019 ;

Considérant que la modification du cadre organique du Service public de Wallonie décidée par le Gouvernement wallon le 19 juillet 2018 nécessite l'adaptation de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes ;

Considérant, en effet, que cette réglementation vise spécifiquement les deux directions fiscales du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement à savoir la Direction des Instruments économiques et la Direction des Outils financiers dont la dénomination a changé du fait de leur fusion ;

Considérant que la dénomination de la nouvelle entité est la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers ;

Considérant qu'il faut également prendre en compte le fait que la nouvelle entité créée est rattachée au Département du Sol et des Déchets ;

Considérant les propositions du groupe de travail constitué par la Société publique de gestion de l'eau (S.P.G.E.), Aquawal, les distributeurs d'eau et la Fédération des CPAS pour améliorer l'utilisation du Fonds social de l'eau ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau*

Art. 2. L'article R.311 du même Livre, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.311. § 1^{er}. Les distributeurs, la S.P.G.E. et les C.P.A.S. participent au fonctionnement du Fonds social de l'eau selon les modalités visées aux paragraphes 2 à 4.

§ 2. Les distributeurs :

1^o identifient, lors de la clôture de l'exercice comptable ou du budget, dans leurs comptes et budgets, une provision pour les dépenses d'intervention, une pour les dépenses de fonctionnement des C.P.A.S., une pour les dépenses d'améliorations techniques et une pour les dépenses de fonctionnement de la S.P.G.E. ;

2^o communiquent à la S.P.G.E., pour le 28 février de chaque année, un rapport d'activité reprenant au minimum :

- a) le volume, en mètre cube d'eau, facturé l'année précédente ;
- b) le montant des fonds utilisés destinés aux améliorations techniques, leur affectation et les montants correspondant aux types d'interventions ainsi que le solde non utilisé de l'année précédente à verser à la S.P.G.E. conformément au 3^o ;
- c) le solde de la contribution au Fonds social de l'eau de l'année précédente ;

3^o versent à la S.P.G.E., pour le 31 mars de chaque année :

- a) sur le compte dénommé « frais de fonctionnement », dix pour cent du montant de la contribution dont ils sont redevables en vertu de l'article D.240, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de la partie décrétable ;
- b) sur le compte « solde de la contribution à affecter », le solde du compte dénommé "contribution au Fonds social de l'eau" et le solde du compte dénommé « contributions au Fonds d'améliorations techniques », arrêté au 31 décembre de l'année précédente ;

4° communiquent à la S.P.G.E., pour le 28 février de chaque année, par commune :

- a) le nombre de compteurs ;
- b) le nombre de consommateurs en difficulté de paiement qui ont été communiqués, l'année précédente, sur la base des listes visées à l'article R.318 ;
- c) le nombre d'interventions financières ;
- d) le montant global des interventions.

Lorsque le distributeur n'a pas rempli ses obligations prévues dans la présente section, la S.P.G.E. lui signifie un rappel avec la demande d'effectuer les versements ou de communiquer les informations.

Si le distributeur n'a toujours pas rempli ses obligations cinq jours après réception du rappel, la S.P.G.E. prend en compte les informations relatives à l'année précédente. Plus précisément, quant à l'information relative au volume, en cas de non communication de celui-ci, la S.P.G.E. prend comme donnée le dernier volume connu et ajoute, chaque année, un forfait équivalent à cinq pour cent du volume. Le chiffre ainsi obtenu permet de calculer le montant de la contribution de chaque distributeur au Fonds social de l'eau. Le distributeur dispose d'un délai d'un an pour demander la régularisation de sa situation en communiquant les informations relatives au volume.

Le produit de la contribution du distributeur qui dessert une zone sans habitation, répartis en dépenses d'intervention et dépenses d'améliorations techniques, est intégré dans l'enveloppe globale du droit de tirage unique calculée par la S.P.G.E. Les frais de fonctionnement des C.P.A.S. sont intégrés dans la répartition régionale des frais de fonctionnement conformément à l'article R.315.

§ 3. La S.P.G.E. :

1° pour le 15 mars de chaque année :

- a) détermine, sur base des volumes d'eau facturés l'année précédente, le montant total de la contribution de chaque distributeur au Fonds social de l'eau pour l'année en cours et leur communique ;
- b) détermine et communique aux distributeurs la répartition des droits de tirage uniques de l'année en cours entre les C.P.A.S. ;

2° pour le 31 mars de chaque année, communique à chaque C.P.A.S. :

- a) le montant du droit de tirage unique dont il dispose pour l'année en cours ;
- b) la possibilité de solliciter l'intervention du Fonds d'améliorations techniques auprès de son distributeur ;
- c) via le site internet de la S.P.G.E., le questionnaire annuel visé à l'annexe XXXVIII, à renvoyer ;

3° pour le 30 avril de chaque année :

- a) paie à chaque C.P.A.S., les frais de fonctionnement sur un compte dénommé « frais de fonctionnement des C.P.A.S. », pour autant que les distributeurs du ressort des C.P.A.S. concernés aient effectué le versement préalable à la S.P.G.E. conformément au paragraphe 2, 3°, a) ;
- b) verse aux distributeurs du ressort des C.P.A.S. concernés le montant des droits de tirage complémentaires définis à l'article R.316, § 1^{er}, et calculés en vertu de l'article R.316, § 2, pour autant que les distributeurs aient effectué le versement préalable à la S.P.G.E. des soldes non utilisés de l'année précédente, conformément au paragraphe 2, 3°, b) ;

4° après approbation par le conseil d'administration du mois de septembre, communique au Ministre un rapport annuel reprenant :

- a) le montant de la contribution au Fonds social de l'eau, par distributeur, qui était disponible l'année précédente ;
- b) le montant de la contribution au Fonds social de l'eau utilisé et le solde non utilisé, par distributeur, l'année précédente ;
- c) les montants relatifs aux frais de fonctionnement versés aux C.P.A.S. ;
- d) les montants relatifs aux frais de fonctionnement de la S.P.G.E. ;
- e) les montants affectés aux améliorations techniques et le solde non utilisé ;

5° pour le 15 décembre de chaque année, communique aux distributeurs le montant indexé de la contribution au Fonds social de l'eau, ainsi que le montant indexé du plafond et du supplément par personne à charge, conformément à l'article D.330-1 de la partie décréte.

le 1°, a), chaque année, les droits de tirage complémentaires calculés sur base de l'article R.316, s'ajoutent aux montants des quatre-vingts pour cent de dépenses d'intervention calculés sur base de l'article R.313. Le montant total obtenu constitue le droit de tirage unique.

Concernant le 4°, avant transmission au Gouvernement et au Comité de contrôle de l'eau, un avis sur le projet de rapport est remis par Aquawal et par la Fédération des C.P.A.S. à la S.P.G.E.

§ 4. Chaque C.P.A.S. renvoie à la S.P.G.E., pour le 31 mai de chaque année, le questionnaire visé au paragraphe 3, 2°. Les données ainsi récoltées sont intégrées dans le rapport annuel. ».

Art. 3. Dans l'article R.313, alinéa 3, du même Livre, les phrases « di C.P.A.S.: Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année pénultième, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale.

di distr: Nombre de personnes qui au 31 décembre de l'année pénultième, pour l'ensemble des C.P.A.S., bénéficient du droit à l'intégration sociale dans le ressort territorial correspondant au réseau de distribution du distributeur. » sont remplacées par les phrases : « di C.P.A.S. : Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année précédente, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale.

di distr : Nombre de personnes qui au 31 décembre de l'année précédente, pour l'ensemble des C.P.A.S., bénéficient du droit à l'intégration sociale dans le ressort territorial correspondant au réseau de distribution du distributeur. ».

Art. 4. Dans l'article R.315, alinéa 2, la phrase « di C.P.A.S. : Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année pénultième, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale. » est remplacée par la phrase : « di C.P.A.S. : Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année précédente, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale. ».

Art. 5. A l'article R.316 du même Livre, remplacé par l'arrêté du Gouvernement du 23 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Les C.P.A.S. qui utilisent entre septante-cinq et quatre-vingts pour cent des droits de tirage totaux de l'année précédente et justifient ce niveau d'utilisation inférieur à quatre-vingts pour cent à titre exceptionnel, introduisent leur demande de dérogation par écrit, à la S.P.G.E., avant le 15 février, pour bénéficier des droits de tirage complémentaires dans le calcul de leur droit de tirage unique.

Les distributeurs communiquent, au minimum en septembre, aux C.P.A.S. le niveau d'utilisation du droit de tirage, pour favoriser une utilisation supérieure à quatre-vingts pour cent des droits de tirage, quand la situation le justifie en raison de la précarité hydrique de la population du C.P.A.S. » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « qui a utilisé au moins 80 % » sont remplacés par les mots : « qui a utilisé entre septante-cinq et quatre-vingts pour cent ».

Art. 6. Dans l'article R.320 du même Livre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par ce qui suit :

« Le plafond à prendre en considération est celui d'application au moment de la demande d'intervention du Fonds social de l'eau. » ;

2° le paragraphe 3 est complété par ce qui suit :

« La décision du C.P.A.S. quant à une intervention à charge du Fonds social de l'eau pour une personne qui sollicite une aide sociale peut concerner une facture déjà payée pour autant que la demande intervienne dans le cycle de consommation en cours (acomptes et dernière régularisation annuelle). » ;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le distributeur, à la demande du C.P.A.S., finance, dans les limites des moyens disponibles, des interventions visant des améliorations techniques des installations d'eau des consommateurs bénéficiaires de l'intervention visée à l'article D.237. Il procède à l'analyse de la demande des interventions sollicitées par le C.P.A.S. afin que les améliorations techniques à financer soient les plus adaptées à la situation et en vue d'une gestion rationnelle de l'eau. Les refus de financement de la part du distributeur sont motivés.

Les distributeurs encouragent l'utilisation des moyens financiers du Fonds social de l'eau pour les améliorations techniques par les C.P.A.S. et font état de leur utilisation, types de financement et montants annuels par types, lors de la transmission du rapport annuel à la S.P.G.E. ».

Art. 7. Dans les articles R.323, R.389/1 à R. 389/3 et R.389/5 du même Livre, insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, les mots « Département de l'Environnement et de l'Eau » sont chaque fois remplacés par les mots « Département du Sol et des Déchets ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau*

Art. 8. Dans l'article D.282 de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, inséré par le décret du 12 décembre 2014, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les rôles sont formés par le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire délégué par lui et rendus exécutoires par le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire délégué par lui ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 9. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 mars 2016 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « et les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau » sont insérés entre les mots « taxes sur les déchets, » et les mots « les fonctionnaires du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » ;

b) le 5° est abrogé.

Art. 10. Dans l'article 5 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 3 mars 2016 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau » sont insérés entre les mots « taxes sur les déchets, » et les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » ;

b) le 5° est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 décembre 2007, 3 mars 2016 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4°, les mots « les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau » sont insérés entre les mots « taxes sur les déchets, » et les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » ;

b) le 8° est abrogé.

Art. 12. A l'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er} et en application de l'article D.282 du livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, en ce qui concerne les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau et les taxes sur les déchets, les rôles sont formés par le Directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire délégué par lui et rendus exécutoires par le Directeur général de la Direction générale Opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire délégué par lui. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 13. Dans l'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 10 mai 2010, 3 mars 2016 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4°, les mots « et les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau » sont insérés entre les mots « taxes sur les déchets, » et les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » ;

b) le 7° est abrogé.

Art. 14. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 décembre 2007, 3 mars 2016 et 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le directeur de la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire délégué par lui » ;

b) le 7° est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 15, § 3, du même arrêté, renuméroté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016, les mots « service visé à l'article 3, 5° » sont remplacés par les mots « service visé à l'article 3, 2° ».

Art. 16. Dans l'article 22bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement du 6 décembre 2007 et modifié par les arrêtés du Gouvernement des 3 mars 2016 et 13 juillet 2017, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le service visé à l'article 63, § 2, 1°, du décret est le directeur de la Direction des Instruments économiques et des Outils financiers du Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. ».

Art. 17. A l'article 23 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le service désigné par le Gouvernement visé à l'article 64 du décret, pour l'application des taxes sur les déchets et des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau est le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie, représenté par le directeur de la Direction des instruments économiques et des outils financiers. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 18. L'annexe XXXVIII est modifiée dans la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau comme il figure à l'annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 19. Les articles 6 à 16 produisent leur effet le 1^{er} septembre 2018.

Art. 20. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 juillet 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, des Zonings et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Annexe 1

Annexe XXXVIII : Formulaire relatif au Fonds social de l'eau

RAPPORT RELATIF AU FONDS SOCIAL
C.P.A.S. DE
EXERCICE
Nom et prénom du Président du CPAS :

.....

Coordonnées de la personne de contact attitrée au Fonds Social de l'Eau au sein de votre C.P.A.S. :
Nom :



:



:

Numéro de compte bancaire du CPAS :

.....

1. Données chiffrées à fournir par le C.P.A.S. :
1.1. Données générales :

Nombre de personnes bénéficiant du droit à l'intégration sociale sur le territoire de votre commune en date du 31/12/..... :

1.2. Droit de tirage

- a) Nombre total de demandes d'intervention introduites (droit de tirage) par votre C.P.A.S. pour l'exercice :
- b) Répartition des interventions répondant aux situations suivantes :
(1 consommateur = 1 compteur)

Consommateur en défaut de paiement après le délai de la mise en demeure (conformément à la procédure du FSE et aux listes des distributeurs)	
Consommateur en difficulté financière passagère (hors défaut de paiement visé au point précédent)	
Intervention afin d'éviter la pose d'un limiteur de débit	
TOTAL	

c) Parmi les personnes en difficulté de paiement, combien sont dans une situation récurrente d'années en années ?

- 2 années consécutives :
- 3 années consécutives :
- 4 années consécutives ou plus :

d) Combien de dossiers ont fait l'objet de refus d'octroi du Fonds Social de l'Eau et pour quel(s) motif(s) ?

Disponible suffisant dans le chef du bénéficiaire ou certains postes du budget excessifs	
Manque de collaboration, mauvaise volonté manifeste de la personne, ne fait pas les démarches demandées	
Facture sur base d'une estimation de la consommation	
Renvoi vers la médiation de dettes, le RCD ou la guidance budgétaire si le CPAS constate un endettement global	
Autre(s) (à détailler) :	
TOTAL	

1.3 Fonds des améliorations techniques :

Nombre de dossiers introduits auprès du(es) distributeur(s)	
Nombre de refus d'intervention justifié par les distributeurs	

2. Informations complémentaires pour l'évaluation et l'amélioration du fonctionnement du Fonds Social de l'Eau

- a) Dans le cadre de votre fonctionnement interne, pourriez-vous nous communiquer une estimation du nombre d'heures moyen prestées par vos services par mois pour le Fonds Social de l'Eau ?
.....
- b) Avez -vous besoin de formation relative au FSE ?
Oui / Non
- c) Avez-vous besoin de support didactique (folder à distribuer aux personnes, poster, ...) ?
Oui / Non
- d) Droit de tirage complémentaire – seuil de 80% : Si vous n'avez pas utilisé 80% de vos droits de tirage de l'année précédente, les droits de tirage complémentaires ne sont pas intégrés dans votre droit de tirage unique. Pourriez-vous expliquer les raisons de sous-utilisation du FSE ?
.....
.....
.....
.....
.....

3. Remarques - suggestions :

- a) Sur le droit de tirage :
.....
.....
.....
.....
.....
- b) Sur la gestion et l'utilisation du Fonds d'Amélioration Technique :
.....
.....
.....
.....
.....
- c) Autres :
.....
.....
.....
.....
.....

4. Rappel - Documents disponibles :

(www.spge.be : SPGE\autres métiers\ fonds social de l'eau\à télécharger)

- Le formulaire de demandes d'intervention du FAT (Nouveau)
- La fiche de procédure pour le FAT
- La Page FAQ
- Les documents légaux
- Les présentations des formations
- Le rapport annuel des CPAS relatif au fonds social (canevas)
- Le rapport annuel du FSE

Fait à, le

Le Secrétaire,

..... (Nom)

..... (Nom)

..... (Prénom)

..... (Prénom)

Le Président,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 2019 relatif au Fonds social de l'Eau, modifiant certaines dispositions du Code de l'Eau et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Pour le Gouvernement,

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du
Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, des Zonings
et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2019/15173]

18. JULI 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Sozialfonds für Wasser, zur Abänderung einiger Bestimmungen des Wassergesetzbuches und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, Artikel 6 Absatz 2, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 10, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 11, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 11*bis* § 1, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 11*ter*, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 11*quater*, eingefügt durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 12, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 12*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2016, Artikel 12*quater*, eingefügt durch das Dekret vom 19. September 2013 und abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 13, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, Artikel 14 Absatz 1, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007 und 30. April 2009, Artikel 15, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 16 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, Artikel 17*bis* § 1 Buchstabe c, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2009, Artikel 18*bis* § 2 Absatz 3, eingefügt durch das Dekret vom 19. November 2013, Artikel 19 Absatz 2, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007 und 10. Dezember 2009, Artikel 20*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 25 Absatz 1, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 26 Absatz 1, Artikel 27, ersetzt durch das Dekret vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 27*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 63 § 2 Ziffer 1, ersetzt durch das Dekret vom 22. März 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, und Artikel 64, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.242, D.243, D.245, D.249, D.250, D.251 Absatz 2 und D.282 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Berichts vom 18. März 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 20. Mai 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 65.881/4;

In Erwägung des Schreibens der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (SPGE) vom 8. Februar 2019, in dem eine Abänderung von Artikel D.243 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, vorgeschlagen wird;

In Erwägung der Stellungnahme des Kontrollausschusses für Wasser;

In Erwägung der am 18. Juni 2019 abgegebenen Stellungnahme des ministeriellen Ausschusses und des Konzertierungsorgans, das gemäß dem Rahmendezusammenarbeitsabkommen vom 27. Februar 2014 zwischen der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Konzertierung zwischen den französischsprachigen Körperschaften in Sachen Gesundheit und Personenbeistand, und den in diesen Angelegenheiten anwendbaren gemeinsamen Grundsätzen herangezogen wurde;

In der Erwägung, dass die am 19. Juli 2018 von der Wallonischen Regierung beschlossene Änderung des Stellenplans des Öffentlichen Dienstes der Wallonie eine Anpassung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben erfordert;

In der Erwägung, dass diese Rechtsvorschriften in der Tat speziell die beiden Steuereinheiten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt betreffen, nämlich die Direktion der Wirtschaftsinstrumente und die Direktion der Finanzinstrumente, deren Bezeichnung anlässlich ihrer Fusion geändert wurde;

In der Erwägung, dass die Bezeichnung der neuen Verwaltungseinheit wie folgt lautet: Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente;

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass diese neue Verwaltungseinheit der Abteilung Boden und Abfälle angegliedert ist, ebenfalls zu berücksichtigen ist;

In Erwägung der Vorschläge zur Verbesserung der Nutzung des Sozialfonds für Wasser, die von der Arbeitsgruppe gemacht wurden, die sich aus der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (SPGE), Aquawal, den Wasserversorgern und dem Verband der Öffentlichen Sozialhilfezentren zusammensetzt;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass regelt einen in Artikel 128 der Verfassung erwähnten Sachbereich gemäß deren Artikel 138.

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Art. 2 - Artikel R.311 desselben Buches, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. R.311 - § 1. Die Wasserversorger, die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung und die ÖSHZ beteiligen sich am Funktionieren des Sozialfonds für Wasser gemäß den in § 2 bis § 4 erwähnten Modalitäten.“

§ 2. Die Wasserversorger:

1° bestimmen in ihren Rechnungen und Haushaltsplänen bei dem Abschluss des Rechnungsjahres oder des Haushaltsplans eine Rückstellung für die Interventionsausgaben, eine Rückstellung für die Betriebsausgaben der ÖSHZ, eine Rückstellung für die Ausgaben in Bezug auf technische Verbesserungen und eine Rückstellung für die Betriebsausgaben der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ;

2° übermitteln der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung zum 28. Februar eines jeden Jahres einen Tätigkeitsbericht, der mindestens folgende Angaben umfasst:

- a) das im Vorjahr in Rechnung gestellte Wasservolumen, in Kubikmetern;
- b) den Betrag der für technische Verbesserungen gebrauchten Mittel, deren Zuweisung und die Beträge aufgrund der Art der Interventionen, sowie den für technische Verbesserungen bestimmten, jedoch nicht verwendeten Restbetrag des Vorjahres, der der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung gemäß Ziffer 3 zu überweisen ist;
- c) den Saldo des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser im vorhergehenden Jahr;

3° überweisen der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung zum 31. März eines jeden Jahres:

- a) auf das Konto mit der Bezeichnung "Betriebskosten", zehn Prozent des Betrags des Beitrags, den sie aufgrund von Artikel D.240 Absatz 1 Ziffern 2 und 3 des dekretalen Teils schuldig sind;
- b) auf das Konto "Saldo des zuzuweisenden Beitrags", die am 31. Dezember des vorhergehenden Jahres festgesetzten Restbeträge des Kontos mit der Bezeichnung "Beitrag zum Sozialfonds für Wasser" und des Kontos mit der Bezeichnung "Beiträge zum Fonds für technische Verbesserungen";

4° teilen der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung zum 28. Februar eines jeden Jahres die folgenden Daten pro Gemeinde mit:

- a) die Anzahl Zähler;
- b) die Anzahl der in Zahlungsschwierigkeiten geratenen Verbraucher, die im Vorjahr auf der Grundlage der in Artikel R.318 erwähnten Listen gemeldet wurden;
- c) die Anzahl der finanziellen Interventionen;
- d) den Gesamtbetrag der Interventionen.

Wenn der Wasserversorger seinen in vorliegendem Abschnitt vorgesehenen Verpflichtungen nicht nachgekommen ist, lässt ihm die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ein Erinnerungsschreiben mit der Aufforderung zukommen, die Zahlungen zu leisten oder die Informationen mitzuteilen.

Wenn der Wasserversorger fünf Tage nach Empfang des Erinnerungsschreibens seinen Verpflichtungen noch immer nicht nachgekommen ist, wird sich die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung auf die Informationen bezüglich des Vorjahrs stützen. Was die Information bezüglich des Volumens betrifft, berücksichtigt die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung, falls dieses nicht mitgeteilt wird, demnach als Angabe das letzte bekannte Volumen und fügt jedes Jahr eine Pauschale in Höhe von 5% des Volumens hinzu. Die so ermittelte Zahl ermöglicht es, den Betrag des Beitrags jedes Wasserversorgers zum Sozialfonds für Wasser zu berechnen. Der Wasserversorger verfügt über eine Frist von einem Jahr, um die Regularisierung seiner Situation zu beantragen, indem er die Informationen in Bezug auf das Volumen mitteilt.

Der Ertrag aus dem Beitrag des ein Gebiet ohne Wohnung versorgenden Wasserversorgers, der in Ausgaben für Interventionen und Ausgaben für technische Verbesserungen aufgeteilt wird, wird in die von der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung berechnete globale Mittelausstattung des einmaligen Ziehungsrechts einbezogen. Die Betriebskosten der ÖSHZ werden gemäß Artikel R.315 in die regionale Verteilung der Betriebskosten einbezogen.

§ 3. Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung muss:

1° zum 15. März eines jeden Jahres:

- a) auf der Grundlage der im Vorjahr in Rechnung gestellten Wasservolumen den Gesamtbetrag des Beitrags jedes Wasserversorgers zum Sozialfonds für Wasser für das laufende Jahr bestimmen und diesen Betrag den Wasserversorgern mitteilen;
- b) die Verteilung der einmaligen Ziehungsrechte des laufenden Jahres auf die ÖSHZ bestimmen und sie den Wasserversorgern mitteilen;

2° zum 31. März eines jeden Jahres jedem ÖSHZ Folgendes mitteilen:

- a) den Betrag des einmaligen Ziehungsrechts, über das es für das laufende Jahr verfügt;
- b) die Möglichkeit, dass es die Intervention des Fonds für technische Verbesserungen bei seinem Wasserversorger beantragen kann;
- c) den im Anhang XXXVIII erwähnten, zu übermittelnden jährlichen Fragebogen und zwar über die Internetseite der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung;

3° zum 30. April eines jeden Jahres:

- a) jedem ÖSHZ die Betriebskosten auf ein Konto mit der Bezeichnung "Betriebskosten der ÖSHZ" einzahlen, unter der Voraussetzung, dass die Wasserversorger in dem Ressort der betreffenden ÖSHZ der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung die Vorauszahlung gemäß Paragraf 2 Ziffer 3 Buchstabe a überwiesen haben;

- b) den Wasserversorgern, die in das Ressort der betroffenen ÖSHZ fallen, den Betrag der zusätzlichen Ziehungsrechte bezahlen, so wie sie in Artikel R.316 § 1 definiert sind und aufgrund von Artikel R.316 § 2 berechnet werden, unter der Voraussetzung, dass die Wasserversorger der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung die Vorauszahlung, die den nicht benutzten Restbeträgen aus dem vorigen Jahr entspricht, gemäß Paragraf 2 Ziffer 3 Buchstabe b überwiesen haben;

4° dem Minister nach Billigung durch den Verwaltungsrat in seiner Sitzung vom September einen Jahresbericht übermitteln, der Folgendes umfasst:

- a) für jeden Wasserversorger, den Betrag des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser, der im vorhergehenden Jahr verfügbar war;
- b) für jeden Wasserversorger, den im Vorjahr verwendeten Betrag des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser und den im Vorjahr nicht verwendeten Restbetrag;
- c) die Beträge im Zusammenhang mit den an die ÖSHZ gezahlten Betriebskosten;
- d) die Beträge im Zusammenhang mit den Betriebskosten der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung;
- e) die Beträge, die für technische Verbesserungen verwendet wurden, und den nicht verwendeten Restbetrag;

5° zum 15. Dezember eines jeden Jahres den Wasserversorgern den indexierten Betrag des Beitrags zum Sozialfonds für Wasser, sowie den indexierten Betrag der Höchstgrenze und des Zuschlags pro Person zu Lasten mitteilen, gemäß Artikel D.330-1 des dekretalen Teils.

Was Ziffer 1 Buchstabe a) betrifft, kommen die aufgrund von Artikel R.316 berechneten zusätzlichen Ziehungsrechte jedes Jahr zu den Beträgen für die 80% von Interventionsausgaben hinzu, die aufgrund von Artikel R.313 berechnet werden. Der so ermittelte Gesamtbetrag bildet das einmalige Ziehungsrecht.

Was Ziffer 4 betrifft, geben Aquawal und der Verband der ÖSHZ eine Stellungnahme über den Berichtentwurf der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung vor der Übermittlung an die Regierung und den Kontrollausschuss ab.

§ 4. Jedes ÖSHZ übermittelt der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung zum 31. Mai eines jeden Jahres den unter § 3 Ziffer 2 erwähnten Fragebogen. Die so gesammelten Daten werden in den Jahresbericht aufgenommen.“

Art. 3 - In Artikel R.313 Absatz 3 desselben Buches werden die Sätze "di C.P.A.S.: Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année pénultième, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale.

di distr: Nombre de personnes qui au 31 décembre de l'année pénultième, pour l'ensemble des C.P.A.S., bénéficient du droit à l'intégration sociale dans le ressort territorial correspondant au réseau de distribution du distributeur." durch folgende Sätze ersetzt: "di C.P.A.S. : Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année précédente, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale.

di distr : Nombre de personnes qui au 31 décembre de l'année précédente, pour l'ensemble des C.P.A.S., bénéficient du droit à l'intégration sociale dans le ressort territorial correspondant au réseau de distribution du distributeur."

Art. 4 - In Artikel R.315 Absatz 2 wird der Satz "di C.P.A.S. : Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année pénultième, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale." durch folgenden Satz ersetzt: "di C.P.A.S. : Nombre de personnes qui, au 31 décembre de l'année précédente, pour le C.P.A.S. concerné, bénéficient du droit à l'intégration sociale."

Art. 5 - Artikel R.316 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° der Paragraf 1 wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die ÖSHZ, die zwischen 75% und 80% der gesamten Ziehungsrechte des vorigen Jahres benutzen, und diese außergewöhnliche Benutzung unter 80% rechtfertigen, reichen ihren Antrag auf Abweichung vor dem 15. Februar bei der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ein, um bei der Berechnung ihres einmaligen Ziehungsrechts zusätzliche Ziehungsrechte beziehen zu können.

Die Wasserversorger teilen den ÖSHZ spätestens im September ihre Benutzung des Ziehungsrechts mit, um eine Benutzung über 80% der Ziehungsrechte zu fördern, wenn die Lage dies angesichts der prekären Wasserversorgung der ÖSHZ-Bevölkerung rechtfertigt."

4° in Paragraf 2 Absatz 1 werden die Wörter "das wenigstens 80% seines Ziehungsrechts" durch die Wörter "das zwischen 75% und 80% seines Ziehungsrechts" ersetzt.

Art. 6 - Artikel R.320 desselben Buches, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird um den folgenden Satz ergänzt:

"Der zu berücksichtigende Höchstbetrag ist derjenige, der zum Zeitpunkt des Antrags auf Intervention des Sozialfonds für Wasser anwendbar ist.;"

2° Paragraf 3 wird um den folgenden Satz ergänzt:

“Der Beschluss des ÖSHZ in Bezug auf eine Intervention zu Lasten des Sozialfonds für Wasser zugunsten einer Person, die eine Sozialhilfe beantragt, kann eine bereits bezahlte Rechnung betreffen, unter der Voraussetzung, dass der Antrag innerhalb des laufenden Verbrauchszyklus (Anzahlungen und letzte jährliche Abrechnung) stattfindet.” ;

3° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 4. Auf Antrag des ÖSHZ finanziert der Wasserversorger im Rahmen der verfügbaren Mittel Interventionen, die auf technische Verbesserungen der Wasseranlagen der Verbraucher abzielen, die auf die in Artikel D.237 genannte Intervention Anspruch haben. Er untersucht den Antrag auf vom ÖSHZ ersuchte Interventionen, damit die zu finanzierenden technischen Verbesserungen der Lage optimal angepasst sind, und im Hinblick auf eine rationelle Wasserwirtschaft. Eine Ablehnung der Finanzierung durch den Wasserversorger wird begründet.

Die Wasserversorger fördern die Verwendung der Finanzmittel des Sozialfonds für Wasser für technische Verbesserungen durch die ÖSHZ und geben den Stand deren Verwendung, die Finanzierungsarten und die jährlichen Beträge je nach Art bei der Übermittlung des Jahresberichts an die S.P.G.E. an.”.

Art. 7 - In den Artikeln R.323, R.389/1 bis R. 389/3 und R.389/5 desselben Buches, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, werden die Wörter “Abteilung Umwelt und Wasser” jeweils durch die Wörter “Abteilung Boden und Abfälle” ersetzt.

KAPITEL II — *Bestimmungen zur Abänderung des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet*

Art. 8 - In Artikel D.282 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Die Heberollen werden vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder vom Beamten, der von ihm damit beauftragt wird, festgelegt, und vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder vom Beamten, der von ihm damit beauftragt wird, für vollstreckbar erklärt.”.

KAPITEL III — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

Art. 9 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016 und 13. Juli 2017 wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die Beamten der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;”;

b) Ziffer 5 wird aufgehoben.

Art. 10 - Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016 und 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “2° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;”;

b) Ziffer 5 wird aufgehoben.

Art. 11 - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, 3. März 2016 und 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: “4° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;”;

b) Ziffer 8 wird aufgehoben.

Art. 12 - Artikel 7 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

“Was die Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik und die Abgaben für Abfälle betrifft, werden die Heberollen, in Abweichung von Absatz 1 und in Anwendung von Artikel D.282 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, von dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem von ihm beauftragten Beamten gebildet und von dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem von ihm beauftragten Beamten für vollstreckbar erklärt.”;

2° Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 13 - Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009 und abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 201, 3. März 2016 und 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: "4° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;"

b) Ziffer 7 wird aufgehoben.

Art. 14 - Artikel 9 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, 3. März 2016 und 13. Juli 2017, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"4° für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, der Direktor der Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der von ihm beauftragte Beamte";

b) Ziffer 7 wird aufgehoben.

Art. 15 - In Artikel 15 § 3 desselben Erlasses, unnummeriert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016, werden die Wörter "des in Artikel 3 Ziffer 5 erwähnten Dienstes" durch die Wörter "des in Artikel 3 Ziffer 2 erwähnten Dienstes" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 22bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007 und abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 3. März 2016 und 13. Juli 2017 wird Paragraph 2 durch folgenden Paragraphen ersetzt:

"§ 2. Der in Artikel 63 § 2 Ziffer 1 des Dekrets erwähnte Dienst ist der Direktor der Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie."

Art. 17 - Artikel 23 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. März 2018, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der in Artikel 64 des Dekrets erwähnte, von der Regierung bestimmte Dienst für die Anwendung der Abgaben für Abfälle und der Abgaben und Steuern bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik ist die von dem Direktor der Direktion der Wirtschaftsinstrumente und der Finanzinstrumente vertretene Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie." ;

2° Absatz 3 wird aufgehoben.

Art. 18 - Der Anhang XXXVIII des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird durch den in Anhang 1 vorliegenden Erlasses angeführten Anhang ersetzt.

Art. 19 - Die Artikel 6 bis 16 werden am 1. September 2018 wirksam.

Art. 20 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Juli 2019.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen,
Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Anhang 1

Anhang XXXVIII Formular in Bezug auf den Sozialfonds für Wasser

**BERICHT BEZÜGLICH DES SOZIALFONDS
ÖSHZ VON**

HAUSHALTSJAHR:

Name und Vorname des (der) Vorsitzenden des ÖSHZ:

.....

Personalien der für den Sozialfonds für Wasser zuständigen Kontaktperson innerhalb ihres ÖSHZ:

Name:

.....
.....



:

.....
.....



:

.....
.....

Bankkontonummer des ÖSHZ:

.....

1. Vom ÖSHZ zu übermittelnde Zahlenangaben:

1.1. Allgemeine Angaben:

Anzahl der Bezugsberechtigten des Rechts auf soziale Eingliederung auf dem Gebiet Ihrer Gemeinde am 31/12/.....:

1.2. Ziehungsrecht

- a) Gesamtanzahl der Interventionsanträge, die von Ihrem ÖSHZ eingereicht wurden
(Ziehungsrecht) für das Haushaltsjahr:
- b) Aufteilung der Interventionen aufgrund der folgenden Situationen:
(1 Verbraucher = 1 Zähler)

Zahlungsverzug des Verbrauchers nach Ablauf der im Mahnschreiben festgelegten Frist (gemäß dem SFW-Verfahren und den Listen der Wasserversorger)	
Verbraucher vorübergehend in finanziellen Schwierigkeiten (außer Zahlungsverzug im Sinne des oben stehenden Punktes)	
Intervention, um das Anbringen eines Durchflussbegrenzers zu vermeiden	
GESAMT	

- c) Unter den Personen, die Zahlungsschwierigkeiten haben, wie viele sind in einer Lage, die sich Jahr für Jahr wiederholt?
- 2 aufeinanderfolgende Jahre:
 - 3 aufeinanderfolgende Jahre:
 - 4 aufeinanderfolgende Jahre oder mehr:
- d) Wie viele Akten wurden vom Sozialfonds für Wasser abgelehnt und aus welchem Grund/welchen Gründen?

Der Bezugsberechtigte verfügt über ausreichende Geldmittel, oder übermäßige Ausgaben für einige seiner Haushaltsposten	
Mangelnde Zusammenarbeit, offensichtlich schlechter Wille seitens der Person; sie unternimmt die geforderten Schritte nicht	
Rechnung auf der Grundlage des geschätzten Verbrauchs	
Verweisung an die Schuldenvermittlung, an die kollektive Schuldenregelung oder an die Budgetbegleitung, wenn das ÖSHZ eine allgemeine Verschuldung feststellt	
Sonstiges (bitte ausführlich beschreiben):	
GESAMT	

1.3 Fonds für technische Verbesserungen:

Anzahl bei dem (den) Wasserversorger(n) eingereichter Akten	
Anzahl Interventionen, die von den Wasserversorgern verweigert worden sind (mit Begründung)	

2. Zusätzliche Informationen für die Bewertung und die Verbesserung der Funktionsweise des Sozialfonds für Wasser

- a) Könnten Sie uns im Rahmen Ihrer internen Funktionsweise eine Schätzung der durchschnittlichen Zahl der Stunden mitteilen, die Ihre Dienststellen im Monat für das Sozialfonds für Wasser leisten?
.....
- b) Brauchen Sie eine Ausbildung in Bezug auf den SFW ?
JA / NEIN
- c) Brauchen Sie Lehrmaterial (an Personen zu verteilende Broschüren, Posters ...)?
JA / NEIN
- d) Zusätzliches Ziehungsrecht - 80%-Schwelle: Wenn Sie 80% ihrer Ziehungsrechte des vorigen Jahres nicht benutzt haben, werden die zusätzlichen Ziehungsrechte nicht in ihr einmaliges Ziehungsrecht einbezogen. Können Sie die Gründe für die Nichtausschöpfung der SFW-Interventionen angeben?
.....
.....
.....
.....
.....

3. Bemerkungen - Anregungen:

- a) Über das Ziehungsrecht:
.....
.....
.....
.....
.....
- b) Über die Verwaltung und die Verwendung des Fonds für technische Verbesserungen:
.....
.....
.....
.....
.....
- c) Sonstiges:
.....
.....
.....

.....

4. **Hinweis - Verfügbare Dokumente:**

(www.spge.be : SPGE\autres métiers\ fonds social de l'eau\à télécharger)

- Das Formular zur Beantragung einer Beteiligung des Fonds für technische Verbesserungen (Neu)
- Die Verfahrensübersicht für den Fonds für technische Verbesserungen
- Die Seite mit den "oft gestellten Fragen"
- Die gesetzlichen Dokumente
- Die Präsentation der Ausbildungen
- Der Jahresbericht der ÖSHZ in Bezug auf den Sozialfonds (Schema)
- Der Jahresbericht des SFW

....., den

Der Sekretär,

..... (Name)
 (Vorname)

Der Vorsitzende,

..... (Name)
 (Vorname)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Juli 2019 über den Sozialfonds für Wasser, zur Abänderung einiger Bestimmungen des Wassergesetzbuches und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, als Anhang beigefügt zu werden

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

W. BORSUS

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
 Beschäftigung und Ausbildung,

P-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
 Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete,

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen,

J-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2019/15173]

18 JULI 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het Sociaal Waterfonds, tot wijziging van sommige bepalingen van het Waterwetboek en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, artikelen 6, lid 2, vervangen door het decreet van 19 september 2013, 10, vervangen door het decreet van 19 september 2013, 11, vervangen door het decreet van 19 september 2013, 11*bis*, § 1, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013, 11*ter*, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013, 11*quater*, ingevoegd bij het decreet van 28 november 2013, 12, vervangen door het decreet van 19 september 2013, 12*bis*, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2016, 12*quater*, ingevoegd bij het decreet van 19 september 2013 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, 13, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, 14, lid 1, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007 en 30 april 2009, 15, vervangen door het decreet van 10 december 2009 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, 16, lid 1, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, 17*bis*, § 1, c., ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en gewijzigd bij het decreet van 10 november 2009, 18*bis*, § 2, lid 3, ingevoegd bij het decreet van 19 november 2013, 19, lid 2, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007 en 10 december 2009, 20*bis*, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, 25, lid 1, vervangen door het decreet van 10 december 2009 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, 26, lid 1, 27, vervangen door het decreet van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, 27*bis*, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, 63, § 2, 1^o, vervangen door het decreet van 22 maart 2007 en gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, en 64, vervangen door het decreet van 13 december 2017 ;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D.242, D.243, D.245, D.249, D.250, D.251, lid 2, en D.282, lid 2, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het reglementair Deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het rapport van 18 maart 2019 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op advies van de Raad van State nr. 65.881/4, gegeven op 20 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het schrijven van “SPGE” dd. 8 februari 2019 met het voorstel tot wijziging in artikel D.243 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het advies van het Controlecomité voor water;

Gelet op het advies van het ministerieel comité en het overlegorgaan, aangevraagd overeenkomstig het samenwerkingsoakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan de personen en betreffende de gemeenschappelijke beginselen die op deze aangelegenheden van toepassing zijn, dd. 18 juni 2019;

Overwegende dat de wijziging in de personeelsformatie van de Waalse Overheidsdienst, besloten door de Waalse Regering op 19 juli 2018, de aanpassing vereist van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Overwegende dat in deze reglementering immers specifiek beide fiscale directies van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu beoogd worden, namelijk : de Directie Economische Instrumenten en de Directie Financiële Instrumenten, wier benaming veranderde na hun fusie;

Overwegende dat de benaming van de nieuwe entiteit voortaan “Directie van Economische en Financiële Instrumenten” is;

Overwegende dat eveneens rekening dient te worden gehouden met het feit dat de nieuw opgerichte entiteit ondergebracht is bij het Departement Bodems en Afvalstoffen;

Gelet op de voorstellen van de werkgroep, opgericht door de “Société publique de gestion de l’eau” (Openbare waterbeheersmaatschappij, hierna SPGE), Aquawal, de waterverdelers en de Federatie van OCMW’s om het gebruik van het Sociaal Waterfonds te verbeteren;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het reglementair Deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Art. 2. Artikel R.311 van hetzelfde Wetboek, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, wordt vervangen als volgt:

“Art. R.311. § 1. De verdelers, de “SPGE” en de OCMW’s dragen bij in de werking van het Sociaal waterfonds volgens de modaliteiten bedoeld in de paragrafen 2 tot 4.

§ 2. De verdelers:

1° identificeren, bij het afsluiten van het boekjaar of van de begroting, in hun rekeningen en begrotingen, een voorschot voor de uitgaven inzake tegemoetkoming, één voor de uitgaven betreffende de werking van de OCMW’s, één voor de uitgaven inzake technische verbeteringen en één voor de uitgaven betreffende de werking van de “SPGE”;

2° maken jaarlijks uiterlijk 28 februari aan de SPGE een activiteitenrapport over waarin de volgende gegevens voorkomen:

- a) het in m3 uitgedrukte watervolume gefactureerd voor het vorige jaar;
- b) het bedrag van de gebruikte fondsen bestemd voor technische verbeteringen, de bestemming ervan en de dienovereenkomstige bedragen voor de types tegemoetkomingen, alsook het niet aangewend saldo van het vorig jaar te storten aan SPGE overeenkomstig 3°;
- c) het saldo van de bijdrage in het Sociaal waterfonds van het vorige jaar;

3° storten jaarlijks uiterlijk 31 maart aan de “SPGE” :

- a) op de rekening “werkingskosten” 10 % van het bedrag van de bijdrage dat zij verschuldigd zijn overeenkomstig artikel D.240, lid 1, 2° en 3°, van het decreetgevende deel;
- b) op de rekening “saldo van de te bestemmen bijdrage” het saldo storten van de rekening “bijdrage in het Sociaal waterfonds” en het saldo van de rekening “bijdrage in het Fonds voor technische verbeteringen”, vastgelegd op 31 december van het vorige jaar;

4° delen jaarlijks uiterlijk 28 februari de volgende gegevens per gemeente aan de “SPGE” mee:

- a) het aantal meters;
- b) het aantal verbruikers met betalingsmoeilijkheden meegedeeld het vorige jaar op basis van de lijsten bedoeld in artikel R. 318;
- c) het aantal financiële tegemoetkomingen;
- d) het globaal aantal tegemoetkomingen.

Als de verdeler zijn verplichtingen bedoeld in afdeling 1 niet heeft vervuld, laat de “SPGE” hem een herinneringsschrijven betekenen met de aanvraag om de betalingen uit te voeren of de informatie mee te delen.

Als de verdeler zijn verplichtingen nog steeds niet heeft vervuld vijftien dagen na ontvangst van de herinneringsbrief zal de S.P.G.E. de informatie betreffende het vorig jaar in aanmerking nemen. Meer bepaald, wat betreft de informatie betreffende het volume, zal de S.P.G.E. in geval van niet communicatie van het volume, als gegeven het laatst bekend volume nemen en zal, elk jaar, een forfait gelijk aan 5% van het volume toevoegen. Het aldus verkregen cijfer zal toelaten om het bedrag van de bijdrage van elke verdeler aan het sociaal waterfonds te berekenen. De verdeler beschikt over een termijn van één jaar om de regularisering van zijn situatie aan te vragen en de informatie over het volume mede te delen.

De opbrengst van de bijdrage van de verdeler die een gebied zonder woningen bedient, opgedeeld tussen tegemoetkomingsuitgaven en uitgaven voor technische verbeteringen, wordt opgenomen in de globale enveloppe van het eenmalig trekkingsrecht berekend door SPGE. De werkingskosten van de OCMW’s worden opgenomen in de regionale opdeling van de werkingskosten overeenkomstig artikel R.315.

§ 3. De “SPGE” moet

1° jaarlijks uiterlijk 15 maart:

- a) op basis van de voor het voorafgaande jaar gefactureerde watervolumes het totaalbedrag bepalen van de bijdrage van elke verdeler in het Sociaal waterfonds voor het lopende jaar en deelt het hen mee;
- b) de verdeling van de eenmalige trekkingsrechten van het lopende jaar tussen de OCMW’s bepalen en aan de verdelers meedelen ; ;

2° elk OCMW jaarlijks uiterlijk 31 maart kennis geven van :

- a) het bedrag van het eenmalig trekkingsrecht waarover het beschikt voor het lopende jaar;
- b) de mogelijkheid om de tussenkomst van het Fonds voor technische verbeteringen te vragen bij zijn verdeler;
- c) via de website van de “SPGE”, de jaarlijkse vragenlijst bedoeld in bijlagen XXXVIII, terug te sturen;

3° jaarlijks uiterlijk 30 april :

- a) aan elk OCMW de werkingskosten betalen op de rekening “werkingskosten van de OCMW’s”; voor zover de verdelers van het ambtsgebied van de betrokken OCMW’s de voorafgaandelijke storting aan de SPGE hebben verricht overeenkomstig paragraaf 2, 3°, a);

- b) aan de verdelers van het ambtsgebied van de betrokken OCMW's het bedrag storten van de aanvullende trekkingsrechten omschreven in artikel R.316, § 1, en berekend krachtens artikel R.316, § 2, voor zover de verdelers de voorafgaandelijke storting van de niet-aangewende saldo's van het voorafgaande jaar overeenkomstig paragraaf 2, 3°, b), hebben verricht aan de SPGE;

4° na goedkeuring van de Raad van bestuur van de maand september, de Minister een jaarverslag overleggen waarin de volgende gegevens voorkomen:

- a) het bedrag van de bijdrage in het Sociaal waterfonds dat het vorige jaar per verdeler beschikbaar was;
- b) het bedrag van de bijdrage in het Sociaal waterfonds dat het vorige jaar per verdeler gebruikt werd en het niet aangewend saldo;
- c) de bedragen betreffende de werkingskosten betaald aan de OCMW's ;
- d) de bedragen betreffende de werkingskosten van de "SPGE" ;
- e) de bedragen bestemd voor de technische verbeteringen en het niet-aangewend saldo;

5° jaarlijks voor 15 december, aan de verdelers het geïndexeerd bedrag meedelen van de bijdrage in het Sociaal waterfonds, alsook het geïndexeerd bedrag van het plafond en van de toeslag per persoon ten laste, overeenkomstig artikel D.330-1 van hetzelfde Wetboek.

Wat betreft punt 1°, a), komen jaarlijks bijkomende trekkingsrechten berekend op basis van artikel R.316, bij de bedragen van de 80 % voor de uitgaven inzake tegemoetkoming berekend op basis van artikel R.313. Het verkregen totaalbedrag vormt het eenmalig trekkingsrecht.

Betreffende punt 4° wordt, vóór het overmaken aan de Regering en aan het "Comité de contrôle de l'eau" (het Comité voor Watercontrole), een advies over het ontwerp-verslag afgegeven door Aquawal en door de federatie van de O.C.M.W.'s aan de "SPGE".

§ 4. Elk OCMW stuurt naar de "SPGE", voor 31 mei van elk jaar, de vragenlijst terug bedoeld in paragraaf 3, 2°. De aldus ingezamelde gegevens worden in het jaarlijks verslag opgenomen."

Art. 3. In artikel R.313, lid 3, van hetzelfde Boek worden de volzinnen "di CPAS : aantal personen dat op 31 december van het voorlaatste jaar voor betrokken OCMW het recht op sociale integratie geniet;

di verdeler : aantal personen dat op 31 december van het voorlaatste jaar voor de gezamenlijke OCMW's het recht op sociale integratie geniet op het territoriale ambtsgebied dat overeenstemt met het distributienet van de verdeler. » vervangen door de volzinnen "di CPAS : aantal personen dat op 31 december van het voorgaande jaar voor betrokken OCMW het recht op sociale integratie geniet

di verdeler : aantal personen dat op 31 december van het voorgaande jaar voor de gezamenlijke OCMW's het recht op sociale integratie geniet op het territoriale ambtsgebied dat overeenstemt met het distributienet van de verdeler. ».

Art. 4. In artikel R.315, lid 2, van hetzelfde Boek wordt de volzin "di CPAS : aantal personen dat op 31 december van het voorlaatste jaar voor betrokken OCMW het recht op sociale integratie geniet" vervangen door de volzin "di CPAS : aantal personen dat op 31 december van het voorgaande jaar voor betrokken OCMW het recht op sociale integratie geniet."

Art. 5. In artikel R.316 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maafebruari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgende twee leden :

"De OCMW's die tussen 75 en 80 % van de totale trekkingsrechten van het voorgaande jaar gebruiken en dat gebruiksniveau uitzonderlijk lager dan 80 % verantwoorden, dienen hun afwijkingaanvraag schriftelijk bij SPGE in voor 15 februari om in aanmerking te komen voor de bijkomende trekkingsrechten in de berekening van hun eenmalig trekkingsrecht.

De verdelers delen minstens in september het gebruiksniveau van het trekkingsrecht aan de OCMW's mee om een hoger gebruik dan 80% van de trekkingsrechten te verantwoorden wanneer dat verantwoord wordt door de toestand wegens de waterarmoede van de OCMW-bevolking". ;

2° in paragraaf 2, lid 1, worden vervangen door de woorden "dat minstens 80 % van zijn trekkingsrecht heeft gebruikt" door de woorden "dat tussen 75 en 80 % van zijn trekkingsrecht heeft gebruikt".

Art. 6. In artikel R.320 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

"Het maximum dat in overweging wordt genomen is het maximum dat van toepassing is op het tijdstip van de aanvraag tot tegemoetkoming van het Sociaal Waterfonds" ;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

"De beslissing van het OCMW betreffende een tegemoetkoming ten laste van het Sociale Waterfonds voor een persoon die een sociale tegemoetkoming vraagt, kan betrekking hebben op een reeds betaalde factuur voor zover deze aanvraag betrekking heeft op de lopende verbruikscyclus (voorschotten en recentste jaarlijkse regularisatie)". ;

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

“§ 4. De verdeler financiert op verzoek van het OCMW, binnen de perken van de beschikbare middelen, tegemoetkomingen met het oog op technische verbeteringen van de waterinstallaties van de verbruikers die de tegemoetkoming bedoeld in artikel D.237 genieten. Daarbij wordt de aanvraag van de tegemoetkomingen waarom het OCMW verzocht heeft, onderzocht om de te financieren technische verbeteringen zo aangepast mogelijk te maken aan de toestand en met het oog op een rationeel waterbeheer. De weigeringen van financiering vanwege de verdeler worden gemotiveerd.

De verdelers dienen het gebruik van de financiële middelen van het Sociaal waterfonds voor technische verbeteringen door de OCMW's aan te moedigen en gewag te maken van hun gebruik, types financiering en jaarlijkse bedragen per types tijdens het overmaken van het jaarlijks verslag aan de SPGE”.

Art. 7. In de artikelen R.323, R.389/1 tot R. 389/3 en R.389/5 van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, worden de woorden “Departement Leefmilieu en Water” telkenmale vervangen door de woorden “Departement Bodems en Afvalstoffen”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het decreetgevend Deel van Boek II van het Waals Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Art. 8. In artikel D.282 van het decreetgevend deel van Boek II van het Wetboek van Leefmilieu, dat het Waterwetboek inhoudt, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, wordt lid 1 vervangen door hetgeen volgt:

« De kohieren worden vastgesteld door de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst of door de door hem afgevaardigde ambtenaar en uitvoerbaar verklaard door de Directeur-generaal van het van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

Art. 9. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, vervangen door het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 maart 2016 en 13 juli 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

- a) onder 2° worden de woorden “en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid” ingevoegd tussen de woorden “op de afvalstoffen” en de woorden “de ambtenaren van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”;
- b) 5° wordt opgeheven.

Art. 10. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 maart 2016 en 13 juli 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

- a) onder 2° worden de woorden “en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid” ingevoegd tussen de woorden “op de afvalstoffen” en de woorden “de ambtenaren van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”;
- b) 5° wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2007, 3 maart 2016 en 13 juli 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

- a) onder 4° worden de woorden “en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid” ingevoegd tussen de woorden “op de afvalstoffen” en de woorden “de ambtenaren van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”;
- b) 8° wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen door het de besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

“In afwijking van lid 1 en overeenkomstig artikel D.282 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt, worden voor de retributies en bijdragen betreffende de financiering van het waterbeleid en de belastingen op afvalstoffen de kohieren vastgesteld door de Directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst of door de door hem afgevaardigde ambtenaar en uitvoerbaar verklaard door de Directeur-generaal van het van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de door hem afgevaardigde ambtenaar.” ;

2° lid 3 wordt opgeheven.

Art. 13. In artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen door het de besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 10 mei 2010, 3 maart 2016 en 13 juli 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) onder 4° worden de woorden “en de belastingen en retributies inzake de financiering van het waterbeleid” ingevoegd tussen de woorden “op de afvalstoffen” en de woorden “het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst”;

b) 7° wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2007, 3 maart 2016 en 13 juli 2017, worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) 4° wordt vervangen als volgt:

“4° voor de toepassing van de afvalstoffenbelastingen en de retributies en bijdragen inzake de financiering van het Waterbeleid, de directeur van de Directie Economische en Financiële Instrumenten van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst of de door hem afgevaardigd ambtenaar”;

b) 7° wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 15, § 3, van hetzelfde besluit, hernummerd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016, worden de woorden “dienst bedoeld in artikel 3, 5°,” vervangen door de woorden “dienst bedoeld in artikel 3, 2°,”.

Art. 16. In artikel 22*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 3 maart 2016 en 13 juli 2017 wordt paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. De dienst bedoeld in artikel 63, § 2, 1°, van het decreet is de directeur van de Directie Financiële en Economische Instrumenten van het Departement Bodems en Afvalstoffen van he Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.”.

Art. 17. In artikel 23 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 maart 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

“De dienst aangewezen door de Regering als bedoeld in artkel 64 van het decreet voor de toepassing van de afvalstoffenbelastingen en de retributies en bijdragen inzake de financiering van het Waterbeleid is het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst, vertegenwoordigd door de directeur van de Directie Economische en Financiële Instrumenten.” ;

2° lid 3 wordt opgeheven.

Art. 18. Bijlage XXXVIII wordt gewijzigd in het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, in de zin van de bij dit besluit gevoegde bijlage 1.

Art. 19. De artikelen 6 tot 16 hebben uitwerking op 1 september 2018.

Art. 20. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 juli 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit,
Vervoer, Industriezones en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

BIJLAGE 1

Bijlage XXXVIII : Formulier voor Sociaal Waterfonds**VERSLAG BETREFFENDE HET SOCIAAL FONDS
OCMW Van...****WERKJAAR**

Naam en voornaam van OCMW-voorzitter :

.....

Gegevens van de contactpersoon aangesteld voor het Sociaal waterfonds binnen uw OCMW:

Naam:

.....
.....



:

.....
.....



:

.....
.....

Bankrekeningnummer OCMW:

.....

1. Cijfergegevens te verstrekken door het OCMW :**1.1. Algemene gegevens**

Aantal personen die van het recht op sociale integratie genieten op het grondgebied van uw gemeente op 31/12/..... :

1.2. Trekkingsrecht

- a) Totaal aantal tegemoetkomingsaanvragen ingediend (trekkingsrecht) door uw OCMW voor werkjaar:
- b) Opdeling van de tegemoetkomingen die beantwoorden aan volgende situaties:
(1 consument = 1 meter)

Consument in gebreke van betaling na termijn van ingebrekestelling (overeenkomst FSE procedure en verdelerslijsten)	
Consument met betaalmoeilijkheid van voorbijgaande aard (behoudens gebreke van betaling uit vorig punt)	
Tegemoetkoming om een debietbeperker te plaatsen	
TOTAAL	

- c) Onder de personen die in betaalmoeilijkheden verkeren, hoeveel bevinden zich in een terugkerende toestand van jaar tot jaar ?
- 2 opeenvolgende jaren:
 - 3 opeenvolgende jaren:
 - 4 opeenvolgende jaren of meer:
- d) Hoeveel dossiers hebben het voorwerp uitgemaakt van een weigering van toekenning van het Sociaal Waterfonds en voor welk(e) motief (motieven) ?

Voldoend beschikbaar in hoofde van de begunstigde of bepaalde buitengewone posten van de begroting	
Gebrek aan samenwerking, klaarblijkelijke onwil van de persoon, onderneemt niet de gevraagde stappen	
Factuur op basis van een schatting van het verbruik	
Verwijzing naar de schuldbemiddeling, de collectieve schuldenregeling of de budgettaire begeleiding als het ocmw een totale schuldenlast vaststelt	
Andere (nader in te vullen):	
TOTAAL	

1.3 Fonds voor technische verbeteringen:

Aantal dossiers ingediend bij de verdeler(s)	
Aantal weigeringen van tegemoetkoming verantwoord door de verdelers	

2. Bijkomende informatie voor de evaluatie en de verbetering van de werking van het Sociaal Waterfonds

- a) In het kader van uw interne werking kunt u mij een raming meedelen van het gemiddeld aantal uren gepresteerd door uw diensten over een maand voor het Sociaal Waterfonds ?
.....
- b) Heeft u behoefte aan een vorming Sociaal Waterfonds
Ja/nee
- c) Heeft u behoefte aan didactisch materiaal (folders om aan personen uit te delen, huis-aan-huis...)?
Ja/nee
- d) Bijkomend trekkingsrecht – drempel 80%: Indien u de 80% van uw trekkingsrechten van het voorgaande jaar niet hebt gebruikt, worden de bijkomende trekkingsrechten niet opgenomen in uw eenmalig trekkingsrecht. Kunt u uitleggen waarom het Sociaal Waterfonds in ondergebruik is gebleven ?
.....
.....
.....
.....
.....

3. Opmerkingen – suggesties:

- a) Over het trekkingsrecht :
.....
.....
.....
.....
.....
- b) Over het beheer en het gebruik van het Fonds voor technische verbeteringen:
.....
.....
.....
.....
.....
- c) Overige:
.....
.....
.....
.....
.....

4. Herinnering – Beschikbare documenten:

(www.spge.be : SPGE/andere beroepen/sociaal waterfonds/downloaden)

- Formulier tegemoetkomingsaanvragenFAT (nieuw)
- Procedurefiche FAT
- Webpage meest gestelde vragen
- Wettelijke documenten
- Presentaties van de vormingen
- Jaarverslag OCMW's sociaal waterfonds (algemeen canvas)
- Jaarverslag sociaal waterfonds

Opgemaakt te ..., op ...

De Secretaris,

De Voorzitter,

..... Naam:

..... (Naam)

..... (Voornaam)

..... (Voornaam)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 2019 betreffende het Sociaal Waterfonds, tot wijziging van sommige bepalingen van het Waterwetboek en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 houdende uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen.

Voor de Regering,

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare
Werken, Mobiliteit, Vervoer, Industriezones en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE